

MARS 2018

**ANALYSE
SOCIO-ÉCONOMIQUE
DU TERRITOIRE
MADINE**

*Une analyse par les moteurs
du développement*



OPCONSEIL
ANALYSTE TERRITORIAL



PARTIE I.

Les moteurs du développement du territoire

PARTIE II.

Dynamique économique du territoire

PARTIE III.

Le niveau de développement social du territoire

CONCLUSION.

Synthèse et enjeux

INTRODUCTION.



UNE NOUVELLE
GRILLE DE LECTURE
DU DEVELOPPEMENT
TERRITORIAL

*Regarder son territoire avec une
nouvelle paire de lunettes !*



Rappels conceptuels

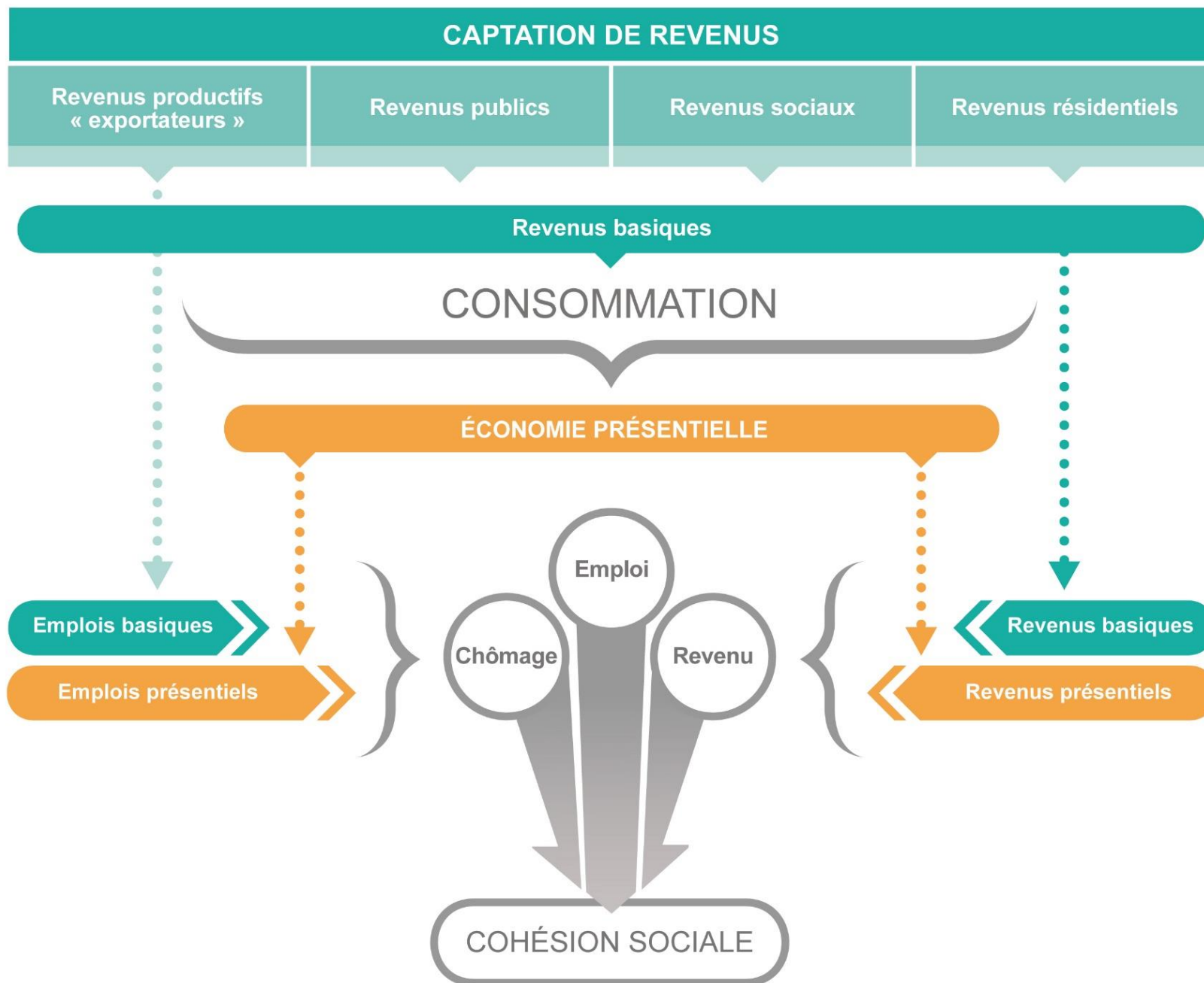
Depuis une vingtaine d'année, les travaux développés par le chercheur Laurent Davezies ont permis de démontrer que les mécanismes du développement territorial répondaient à des logiques radicalement différentes de celles observées au niveau macro-économique. Alors qu'à l'échelle des nations, la variable clef du développement demeure le PIB, c'est-à-dire la création de richesses, au niveau local, c'est le revenu qui demeure la pierre angulaire. La relation croissance du PIB - croissance de l'emploi - réduction du chômage et de la pauvreté qui s'opère assez mécaniquement à l'échelle des nations n'est pas nécessairement opératoire à des échelles géographiques plus fines. Il est effectivement assez fréquent d'observer des territoires bénéficiant d'une forte croissance de leur PIB et de l'emploi pâtir d'une détérioration manifeste de leur niveau de cohésion sociale. En d'autres termes, au niveau territorial, et pour reprendre le titre d'une étude réalisée par le chercheur sur le cas francilien, **croissance ne signifie pas nécessairement développement**.

En effet, **le niveau de développement d'un territoire dépend en réalité bien plus de sa capacité à capter de la richesse (revenu) qu'à seulement en produire (PIB)**. Or les modalités de captation du revenu ne se limitent pas à la seule exportation de biens et de services par son système productif compétitif. Mais font aussi appel à de puissants mécanismes redistributifs, tant publics que privés, qui n'ont rien à voir justement avec ses capacités productives. Laurent Davezies a classé ces mécanismes en trois composantes : l'économie résidentielle, l'économie publique et les transferts sociaux.

En substance, il convient donc de retenir que le développement des territoires s'opère en deux temps (cf. le schéma ci-dessous). Dans un premier temps, en fonction de leur capacité à **capter des revenus à l'extérieur de leurs "frontières"**. Puis, dans un second temps, en fonction de leur aptitude à **redistribuer ces revenus sous la forme de dépenses de consommation courante dans leur économie locale pour stimuler leur économie présenteielle**.



Regarder son territoire avec une nouvelle paire de lunettes !





Davezies identifie quatre grands types de revenus captés en provenance de l'extérieur :

- les revenus productifs exportateurs ;
- les revenus publics ;
- les revenus sociaux ;
- les revenus résidentiels.

Les revenus productifs exportateurs : composante « mondialisée » des économies locales

Les revenus productifs exportateurs se composent des salaires, bénéfices industriels et commerciaux, bénéfices non commerciaux et agricoles détenus par les actifs qui résident sur un territoire et y travaillent dans des secteurs d'activité "exportateurs", c'est-à-dire qui ont pour vocation de produire des biens et des services vendus à l'extérieur de celui-ci. Le choix de localisation des entreprises de ces secteurs d'activité est généralement plutôt guidé par la nécessité d'améliorer, dans une logique d'optimisation de l'offre, leur capacité de production. La qualité de la main d'œuvre, le coût du foncier et de l'immobilier, la pression fiscale, la densité du tissu industriel local peuvent constituer à ce titre des variables à forte influence. Les entreprises de ces secteurs exposent plus lourdement les territoires aux risques de délocalisation que les entreprises des secteurs d'activité de proximité.

Cette composante des systèmes socio-économiques territoriaux s'apparente à la composante « mondialisée » et la plus compétitive des économies locales. Elle demeure pour cette raison la plus exposée aux aléas économiques conjoncturels et aux mouvements de restructuration. Elle est de surcroît celle qui conditionne l'existence des trois autres types de revenus : sans croissance et création de valeur ajoutée dans les secteurs productifs concurrentiels et exportateurs, c'est effectivement tout l'équilibre du système national de redistribution interterritoriale de richesses qui serait mis en péril.



Les revenus publics : un amortisseur de choc économique

Les revenus publics se composent des salaires des actifs résidant sur le territoire et travaillant dans les fonctions publiques d'État, Territoriale et Hospitalière. Assez peu sensible aux aléas économiques, les revenus publics constituaient avant la crise des dettes souveraines (2011) un véritable amortisseur de choc pour les territoires en temps de crise. Il semble que depuis cette crise, cette fonction ait été altérée avec la détérioration des finances publiques. La stabilité des revenus publics devrait être largement remise en question dans les années à venir en raison de la volonté affichée par nos gouvernants de réduire la dépense publique avec pour objectif de réduire le poids de la dette (on citera à titre d'exemple les fermetures de caserne qui ont pu avoir un impact significatif sur la trajectoire de développement de certains territoires). Dans l'ensemble, la géographie des revenus publics tend plutôt à suivre celle de la densité de population et demeure relativement homogène.

Les revenus sociaux : un vecteur implicite de réduction des disparités spatiales

Les revenus sociaux (hors pensions de retraite qui sont intégrées dans les revenus résidentiels) se composent des différents types de prestations sociales (ou transferts sociaux). Sont comptabilisés dans notre approche les transferts versés en espèces à des individus ou à des familles. Ces transferts ont pour vocation de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Outre la vieillesse et la survie (intégrée dans les revenus résidentiels), elles sont associées à cinq grandes catégories de risques :

- la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles) ;
- la maternité-famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants) ;
- la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle ;
- les difficultés de logement (aides au logement) ;
- la pauvreté et l'exclusion sociale (minimas sociaux : revenu minimum d'insertion - RSA, minimum vieillesse, etc.).

Les transferts sociaux assurent une fonction explicite de réduction des inégalités sociales et implicite de réduction des disparités territoriales. En général, mais sans que cela soit strictement mécanique, plus leur part est élevée dans l'ensemble des revenus captés par les territoires, plus cela signifie que les problèmes sociaux rencontrés y sont aigus.



Les revenus résidentiels : moteurs majeurs des économies locales

Les revenus résidentiels se composent des pensions de retraite, des dépenses touristiques marchandes et non marchandes (liées à la présence de résidents secondaires), des revenus mobiliers et fonciers liés à la présence de leurs titulaires et des revenus dont bénéficient les actifs qui résident sur le territoire mais travaillent ailleurs, appelés revenus « pendulaires » ou « dortoirs » (qui intègrent les revenus transfrontaliers). Le niveau et la dynamique des revenus résidentiels dépendent très largement du niveau d'aménités des territoires (qualité du cadre de vie, ensoleillement, proximité de la mer ou de la montagne...).

Au même titre que les revenus publics, les revenus résidentiels dépendent de puissants mécanismes de redistribution interterritoriaux. Pour les pensions de retraite, il s'agit d'un double mécanisme redistributif à la fois intergénérationnel (conforme à notre système de répartition : les actifs paient pour les « anciens ») et géographique (par exemple, un actif ayant travaillé toute sa vie à Lille et qui s'installe pour sa retraite dans le sud de la France). Pour les dépenses touristiques, il s'agit d'un mécanisme de transfert géographique lié au fait que des individus dépensent à un moment donné dans l'année une partie de leurs revenus sur un territoire où ni ils ne résident, ni ils ne travaillent. Quant aux revenus « pendulaires », ils sont liés aux migrations domicile-travail quotidiennes des actifs qui résident et travaillent sur un territoire différent.



Le second temps du développement territorial : la redistribution des revenus captés sous la forme de dépenses de consommation



Le second temps du développement des territoires, à savoir la redistribution des revenus dans le circuit économique local sous la forme de dépenses de consommation courante, constitue un moment tout aussi décisif que celui de la captation. Décisif car c'est ce processus qui permet le développement de l'économie présentielle, principale pourvoyeuse d'emplois aujourd'hui dans les territoires (65 % de l'emploi en moyenne).

Économie de production au même titre que l'économie productive exportatrice génératrice des revenus du même nom, les secteurs d'activité qui composent l'économie présentielle demeurent relativement peu concurrentiels et exposés aux aléas conjoncturels (les macro-économistes nomment l'économie de proximité le secteur abrité). Tournés exclusivement vers la satisfaction des besoins des populations présentes, ces secteurs d'activité se localisent sur les territoires largement plus pour vendre que pour produire.

Bien que demeurant une véritable économie de production, le niveau de développement de l'économie présentielle dépend préférentiellement de la propension à consommer localement des populations résidentes (actives et inactives) et des populations ponctuelles (touristes et résidents secondaires...), que l'on peut regrouper sous le terme générique de population présente, c'est à dire du niveau de redistribution des différents revenus captés par le territoire en provenance de l'extérieur. On peut ainsi considérer, de manière imagée, que les revenus productifs exportateurs, les revenus publics, résidentiels et sociaux constituent le « carburant » potentiel, car sous réserve qu'ils soient bien dépensés là où ils sont détenus, de l'économie présentiels.

L'économie présentielle présente un certain nombre d'avantages. Moins concentrée géographiquement que les secteurs d'activité productifs exportateurs, ses secteurs d'activité se localisent plutôt en fonction de la densité présentielle et se répartissent de manière relativement homogène sur le territoire national. Peu soumis aux risques de délocalisation, ils exposent moins les territoires à des chocs brutaux de réduction d'emplois. De surcroît, les compétences requises par ses secteurs d'activité font appel à un très large spectre de qualifications (allant du boulanger au médecin en passant par le chauffeur de taxi, l'artisan couvreur ou le pâtissier...). Ils demeurent ainsi beaucoup plus ouverts aux populations peu et pas qualifiées que les secteurs d'activité productifs exportateurs.

L'économie présentielle ne présente évidemment pas que des vertus. Bien plus que pour les secteurs d'activité exportateurs, les secteurs d'activité qui la composent ont tendance à offrir des emplois à faibles niveaux de rémunération et/ou à statut précaire (temps partiel, CDD, emploi saisonnier). Si son dynamisme peut avoir une influence tout à fait positive sur le niveau de chômage, il peut également avoir un effet assez néfaste sur celui de la qualité de l'emploi et donc le niveau de précarité des actifs.



La prolifération sémantique qui a succédé aux travaux de Laurent Davezies a généré et génère encore de nombreuses confusions qui peuvent avoir une incidence directe dans la compréhension des phénomènes et indirecte sur les choix opérationnels de l'acteur public. Il est pour ce motif impératif de revenir sur quelques définitions et d'avoir l'esprit bien au clair sur ces questions.

➤ **Éclaircissement sémantique**

Économie résidentielle :

- **Définition** : l'économie résidentielle est une économie de flux qui se compose de différents types de revenu qui viennent de l'extérieur (pensions de retraite, dépenses touristiques, revenus fonciers et « revenus dortoir », cf. supra)
- **Ressort** : le développement de l'économie résidentielle dépend principalement du niveau d'aménité des territoires (ensoleillement, qualité environnementale, cadre de vie...)

Économie domestique (Davezies) = Économie/Sphère présentielle (Insee) = Économie de proximité (Rhône Alpes) :

- **Définition** : ces trois notions regroupent strictement la même chose, à savoir les secteurs d'activité dont le développement ne dépend que de la consommation locale (par opposition aux secteurs d'activité de la Base productive exportatrice)
- **Ressort** : la propension à consommer localement des population présentes, en d'autres termes, la propension à redistribuer dans l'économie locale les différents types de revenus captés

➤ **Ce qu'il faut absolument intégrer => Un territoire se développe en deux temps :**

- **Temps 1** : en fonction de sa capacité à capter de la richesse en provenance de l'extérieur
- **Temps 2** : en fonction de sa capacité à redistribuer la richesse captée dans les circuits économiques locaux (économie de proximité)

➤ **Ce qu'il ne faut PAS croire :**

- L'économie résidentielle et l'économie présentielle sont des notions qui renvoient à la même chose
- Seule l'économie résidentielle stimule l'économie présentielle. Effectivement, même les transferts sociaux, comme par exemple des indemnités chômage, lorsqu'ils sont dépensés sur un territoire par leur titulaire pour acheter le pain ou le journal, contribuent à alimenter l'économie de proximité

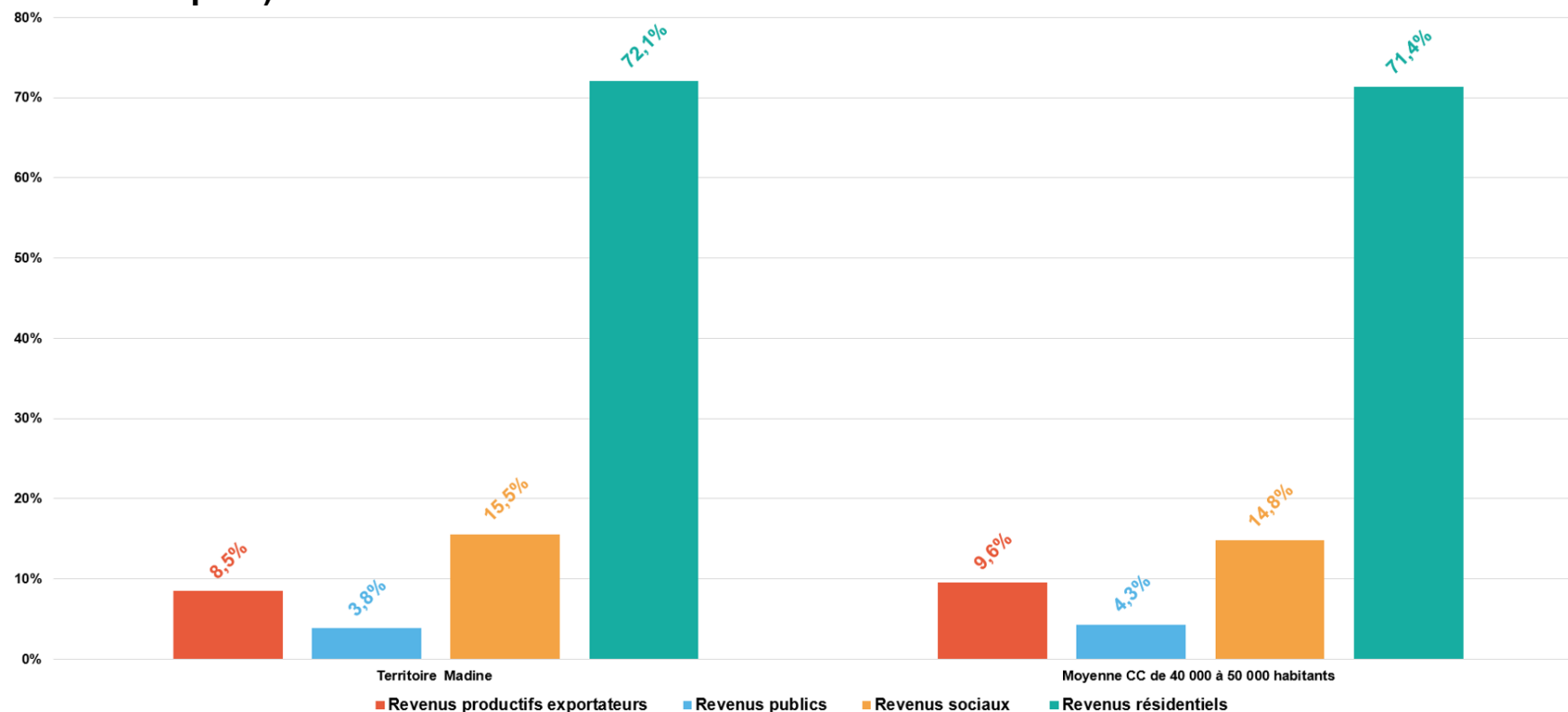


LES MOTEURS DU DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

*Une analyse du modèle de
développement*



Poids des différents types de revenus captés par le territoire en 2014 (en % de l'ensemble des revenus captés)



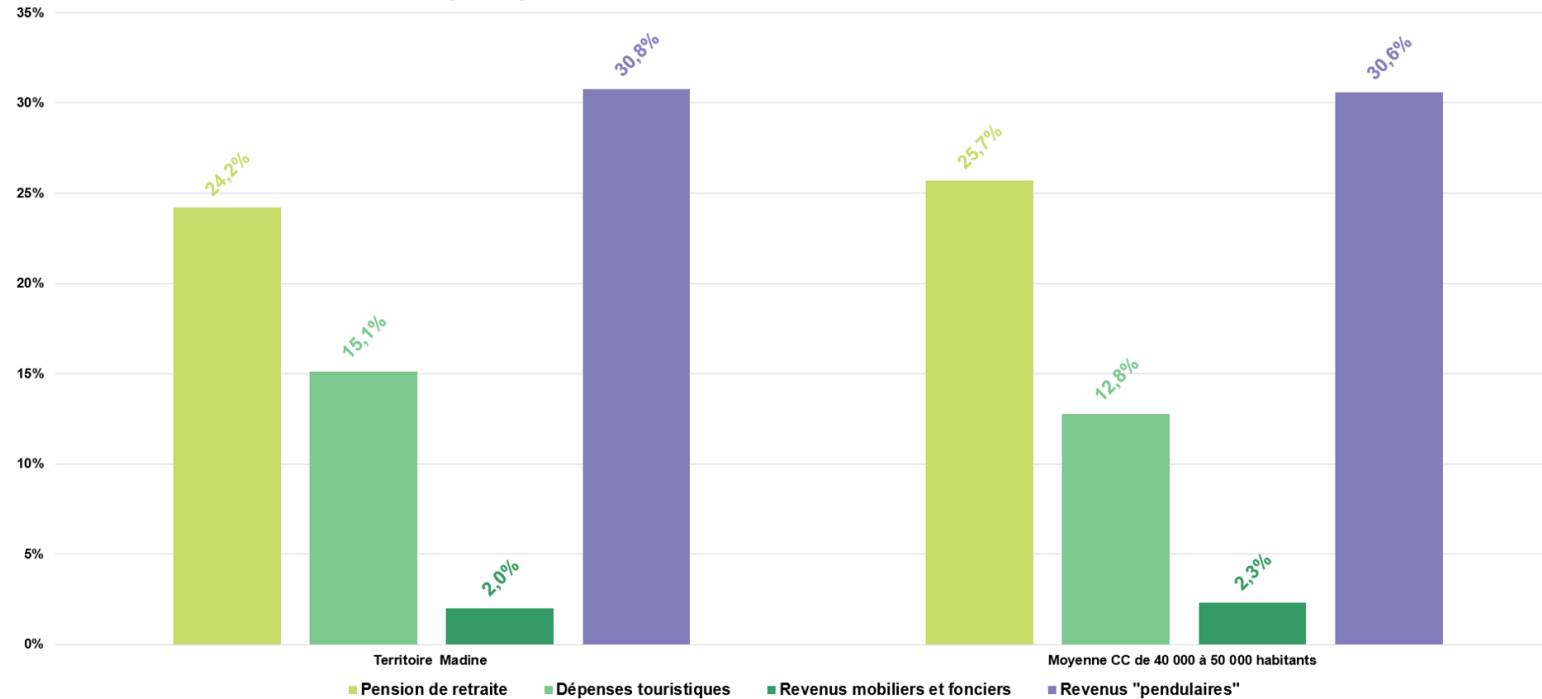
Source : Estimations OPC d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

L'analyse de la structure des moteurs du développement du territoire révèle :

- une légère sous-représentation des revenus productifs exportateurs dans le processus de captation de revenus en provenance de l'extérieur ;
- une sous-représentation des revenus publics ;
- une sur-représentation des revenus sociaux qui suggère en première analyse une situation sociale plutôt dégradée ;
- une légère sur-représentation des revenus résidentiels.



Poids des différents types de revenus résidentiels captés par le territoire en 2014 (en % de l'ensemble des revenus captés)



Source : Estimations OPC d'après Insee (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

Moteur majeur des économies locales et du territoire en particulier, les revenus résidentiels méritent que l'on observe leur composition dans le détail. L'analyse de leur structure révèle :

- une sous-représentation des pensions de retraite dans l'ensemble des revenus captés symptomatique d'un moindre vieillissement de la population ;
- une forte sur-représentation des dépenses touristiques traduisant le bon niveau d'attractivité touristique du territoire ;
- une légère sous-représentation des revenus des capitaux fonciers et mobiliers qui suggère en première analyse un niveau de vie plus modéré qu'en moyenne des catégories sociales les plus riches ;
- une très légère sur-représentation des revenus « pendulaires » qui traduit le fort degré d'interdépendance socio-économique du territoire avec les territoires voisins et la métropole de Metz en particulier (cf. ci-dessous).



Analyse détaillée des revenus « pendulaires » : captation et évation de masse salariale

Pourquoi recourir à l'analyse des transferts de masse salariale liés aux pratiques pendulaires des actifs en emploi ?

Pour au moins trois raisons essentielles :

- Parce que d'une part, les transferts de masse salariale liés aux pratiques pendulaires des actifs prennent une large part dans le processus de construction de la richesse des territoires ;
- D'autre part, parce qu'ils jouent un rôle pivot en matière de solidarité territoriale ;
- Enfin, parce que leurs rôles, pourtant essentiels pour le bon fonctionnement de nos territoires, demeurent trop largement méconnus des acteurs publics territoriaux.

Captation et évation de masse salariale (nettes) liées aux pratiques pendulaires des actifs en emploi du territoire en 2014 (millions d'euros)

	Evasion (-)	Captation (+)	Solde	Evasion / Masse salariale au lieu de travail	Captation / Masse salariale au lieu de résidence
Territoire Madine	88,7	242,0	153,3	47,7%	70,6%

Source : Insee – DADS

Lecture : Le territoire redistribue 88,7 millions d'euros et capte 242 millions d'euros de masse salariale ...

Liste des communautés avec lesquelles le territoire enregistre les transferts de masse salariale (en millions d'euros) les plus significatifs (2014)

	Evasion en direction de ...		Captation en provenance de ...
Metz Métropole	25,2	Metz Métropole	78,6
CC de Commercy - Void - Vaucouleurs	8,4	CA de Bar-Le-Duc - Sud Meuse	25,7
CC du Bassin de Pont-À-Mousson	7,5	CA du Grand Verdun	19,4
CC des Pays de Briey...	6,6	CC du Bassin de Pont-À-Mousson	18,7
CA de Bar-Le-Duc - Sud Meuse	5,3	Métropole du Grand Nancy	18,1
CA du Grand Verdun	4,4	CC des Pays de Briey...	12,1
CC Val de Meuse - Voie Sacrée	3,5	CC de Commercy...	10,2
Métropole du Grand Nancy	3,5	CC Rives de Moselle	9,8
CC Rives de Moselle	2,2	Métropole du Grand Paris	8,1
CC du Sud Messin	2,0	CC Terres Toulaises	4,9
CC du Pays Orne Moselle	1,8	CC Val de Meuse - Voie Sacrée	4,1
CC du Pays d'Etain	1,5	CA Portes de France-Thionville	3,0
CC Terres Toulaises	1,2	CC du Pays Orne Moselle	2,8
CC Haut Chemin-Pays de Pange	1,2	CC du Bassin de Pompey	2,7
...		...	

Source : Insee – DADS

Lecture : Le territoire redistribue 25,2 millions d'euros en direction de la métropole de Metz et capte 78,6 millions d'euros en provenance de la métropole de Metz...

L'analyse des transferts de masse salariale liés aux mouvements pendulaires des actifs en emploi montre que le territoire :

- enregistre une évation de masse salariale de 88,7 millions d'€ du fait de l'occupation d'un certain nombre de ses emplois par des actifs non-résidents, soit 47,7 % de la masse salariale générée par ses entreprises ;
- capte 242 millions d'€ de masse salariale en envoyant une partie de ses actifs travailler en dehors de son périmètre, soit 70,6 % de la masse salariale détenu par ses actifs en emploi.

Ces transferts s'organisent essentiellement :

- pour l'évasion, avec la Métropole de Metz et les communautés de communes de Commercy, Pont à Mousson et des Pays de Briey... ;
- pour la captation, très largement en provenance de la Métropole de Metz et dans une moindre mesure celle de Nancy, les communautés d'agglomération de Bar-le-Duc et du Grand Verdun et la communauté de communes du Bassin de Pont à Mousson.



La structure des moteurs du développement du territoire laisse transparaître un modèle de développement de type « social-touristique-pendulaire » symptomatique :

- d'une forte dépendance aux transferts sociaux symptomatique d'une situation sociale défavorable liée aux difficultés enregistrées dans la sphère productive concurrentielle, qui s'est effondrée depuis les années 70 ;
- de l'influence croissante du levier touristique dans la trajectoire de développement du territoire ;
- et de l'intégration fonctionnelle de plus en plus forte du territoire dans la métropole de Metz.

Ce modèle est le produit de deux processus :

- un processus de long terme, générateur d'un certain déséquilibre des modalités de fonctionnement socio-économique du territoire, impulsé par l'effondrement de ses forces productives et qui a généré une montée en puissance des problèmes sociaux ;
- un processus plus récent de montée en puissance des forces de « résidentialisation » portée par l'attractivité touristique croissante du territoire et son interdépendance de plus en plus forte avec les territoires voisins, particulièrement nous l'avons dit la métropole de Metz.

Ce double mouvement est symptomatique d'une transformation en profondeur et encore en cours des modalités de fonctionnement socio-économique du territoire : ce dernier passant d'un profil historiquement et résolument productif à un modèle de plus en plus résidentialisé ; sachant que la coloration encore sociale du modèle montre bien qu'elle ne lui a pas encore permis d'atteindre une certaine forme d'équilibre fonctionnelle.

Qu'est qu'un modèle de développement territorial ?

L'observation de la structure des moteurs du développement – c'est à dire du poids relatif de leurs différents revenus captés – permet d'appréhender leurs modalités de fonctionnement macro-économique en termes de modèle de développement.

L'identification des modèles de développement des territoires s'effectue en fonction du niveau de surreprésentation de tel et/ou tel type de revenus dans le processus de captation de richesses au regard d'une moyenne de « référence ». Par exemple, une communauté d'agglomération de la région marquée par une surreprésentation de ses revenus « pendulaires » au regard de la moyenne de l'ensemble des communautés d'agglomération françaises présentera un modèle de développement dit « pendulaire ». Pour une communauté de communes présentant une double surreprésentation de ses revenus productifs exportateurs et sociaux au regard de la moyenne des communautés de communes françaises, on dira que son modèle de développement est « productif-social » ...

Bien qu'en apparence relativement technique, voire jargonnable, (cf. l'intitulé à rallonge de certains modèles) et bâtie sur un certain nombre de conventions, cette approche présente l'avantage de proposer :

- une représentation synthétique et immédiate du fonctionnement macro-économique local des territoires ;
- une vision transversale et systémique de leur fonctionnement qui dépasse l'approche sectorielle classique de type agriculture – industrie – service ;
- un schéma d'analyse propice au déploiement d'une réflexion prospective permettant d'appréhender les évolutions probables du territoire à moyen terme grâce aux éléments de connaissance dont on dispose sur le comportement général des modèles de développement territoriaux.

Connaître le modèle de développement de son territoire permet ainsi d'identifier de manière très efficace les grands enjeux qui l'affectent et de poser les bases d'une réflexion stratégique de premier niveau. Au-delà, ce type d'approche permet également de créer un langage commun et partagé propice à l'émergence d'un climat consensuel au sein d'un système local d'acteurs qui rend plus aisé le passage de la réflexion à l'action.



Les effets de la consommation locale sur l'emploi du territoire

Une fois déterminées les modalités de captation de revenus du territoire via notamment la définition de son modèle de développement, il apparait tout aussi nécessaire, nous l'avons signalé en introduction, d'évaluer si ces flux de revenus captés sont plus ou moins bien redistribués dans ses circuits économiques locaux pour stimuler son économie présenteielle.

L'analyse des indicateurs relatifs aux effets de la consommation sur l'emploi présentiel révèle :

- un potentiel de captation de richesses légèrement inférieur à la moyenne des communautés de communes de même strate de taille ;
- une propension locale à consommer elle aussi inférieure à la moyenne qui traduit une forte évasion commerciale ;
- une densité en emplois présentsiels très sensiblement inférieure à la moyenne qui traduit la faible vitalité de l'économie présenteielle sur le territoire.

Au global, le système de consommation du territoire semble largement dysfonctionner en raison du double handicap que constitue le déficit global en revenus captés et la faible propension locale consommer ; configuration qui pèse négativement sur le dynamisme de l'économie présenteielle.

Analyse du fonctionnement du système de consommation du territoire (2014)

	Potentiel de captation de richesse (en € / hab.)	Propension à consommer localement (en € / emplois présentsiels)	Taux de couverture en emplois présentsiels (emplois présentsiels / 100 hab.)
Territoire Madine	17 394 €	226 950 €	7,7
Moyenne CC de 40 000 à 50 000 habitants	17 744 €	177 159 €	10,0

Source : Estimations OPC d'après INSEE (DADS, Recensement, CLAP), Ministère du Tourisme, Direction Générale des Impôts

Méthode : analyser les effets de la consommation sur les emplois présentsiels

Rappel : les emplois de proximité sont les emplois dont le dynamisme ne dépend que de la consommation locale. Ils appartiennent à des secteurs d'activité aussi divers que la boulangerie, la charcuterie, la santé (médecins généralistes ou spécialistes...), le taxi, le cinéma, la vente de vêtements au détail...

La problématique de la consommation, pourtant abondamment traitée à l'échelle macro-économique (tant par les experts que par les acteurs publics) est systématiquement mise de côté à l'échelon territorial. En dehors des enquêtes non systématiques réalisées par les Chambres de commerce, aucune statistique n'existe sur le sujet au niveau des territoires. Pour cette raison, nous sommes contraints d'élaborer nous-mêmes les indicateurs utiles à son traitement et à son analyse.

Trois indicateurs ont pu être élaborés :

- *le potentiel de captation de richesses : cet indicateur permet d'appréhender le degré d'attractivité d'un territoire à travers sa capacité à capter de la richesse à l'extérieur de son périmètre. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) à la population résidente. Plus l'indicateur est important, plus cela signifie que le potentiel de captation est élevé ;*

- *l'effet multiplicateur ou propension à consommer localement : cet indicateur permet d'appréhender le degré de redistribution des revenus captés à l'extérieur d'un territoire dans son économie locale ; autrement dit la propension à consommer localement. Il est calculé en rapportant le volume total de revenus captés à l'extérieur (revenus productifs exportateurs, revenus publics, revenus sociaux et revenus résidentiels) au nombre d'emplois présentsiels. Exprimé en euros, l'effet multiplicateur peut se lire comme le volume de revenus captés nécessaire pour la création d'un emploi présentiel supplémentaire. Plus complexe dans sa lecture que l'indicateur précédent, il doit se lire « à l'envers » : plus il est élevé, plus cela signifie que la propension locale à consommer est faible et inversement ;*

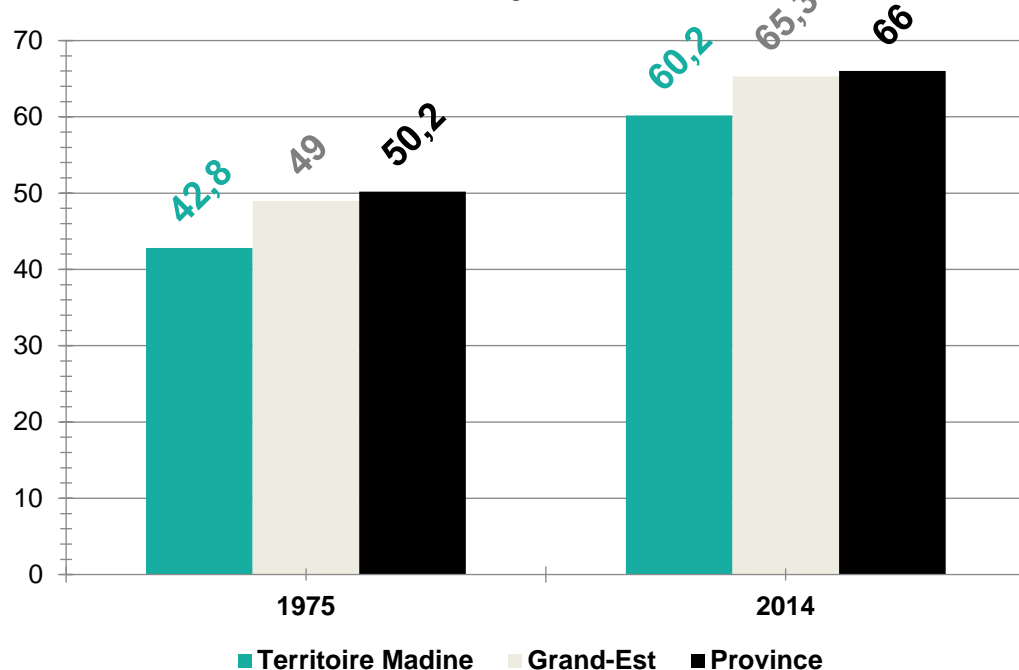
- *le taux de couverture en emplois de proximité : cet indicateur permet de mesurer la densité en emplois de proximité sur un territoire donné. Il est calculé en rapportant le nombre d'emplois de proximité à la population résidente.*

DYNAMIQUE ECONOMIQUE DU TERRITOIRE

*Structure de spécialisation et
capacité de résilience du tissu productif*



Mise en perspective de la part des emplois de la sphère présenteielle dans l'emploi total en 1975 et 2014



Source : Insee – Recensement de la population

Définition : la partition de l'économie en deux sphères, présenteielle et productive concurrentielle, permet de mieux comprendre les logiques de spatialisation des activités et de mettre en évidence le degré d'ouverture des systèmes productifs locaux. Elle permet aussi de fournir une grille d'analyse des processus d'externalisation et autres mutations économiques à l'œuvre dans les territoires. Les **activités présenteielles** sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes sur le territoire. Les **activités productives concurrentielles** sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors du territoire et des activités de services tournées principalement vers les entreprises de cette sphère.

Le tissu productif du territoire a connu une véritable mutation depuis les 40 dernières années :

- doté d'un profil très largement productif concurrentiel dans le courant des années 70, le tissu économique local dispose aujourd'hui d'un profil résolument présenteiel (la part des emplois de la sphère présenteielle étant de passée de 42,8 % de l'emploi en 1975 à 60,2 % en 2014), ce même si dans des proportions sensiblement moins marquées que dans la région et en province ;
- ce changement d'orientation du tissu productif local a en réalité bien plus été porté par l'effondrement de ses forces productives concurrentielles (dont les emplois ont diminué bien plus rapidement qu'en moyennes) qu'à un réel dynamisme de la sphère présenteielle dont la croissance à certes été rapide mais bien plus modérée qu'en moyenne en France.

Ainsi, au global, la montée en puissance des forces de la consommation locale, principale carburant de la sphère présenteielle, n'a même pas permis de compenser les pertes d'emplois générées par la désindustrialisation et fait que le territoire a perdu de l'emploi depuis 1975.

Mise en perspective de l'évolution des emplois de la sphère productive concurrentielle et présenteielle entre 1975 et 2014

	Sphère productive concurrentielle		Sphère présenteielle	
	Evolution (Nbre)	Evolution (%)	Emplois (Nbre)	Part (%)
Territoire Madine	-2 118	-30.6%	2 084	40.2%
Grand-Est	-272 643	-27.3%	405 925	42.3%
Province	-1 230 059	-15.3%	5 115 461	63%

Source : Insee – Recensement de la population



Capacité de résilience du tissu productif depuis l'entrée en vigueur de la « Grande récession » en 2008

La « Grande récession » a été ressentie de manière très violente sur le territoire : 457 emplois ont été perdus entre 2008 et 2016, soit une baisse de -6,5 % contre -5,7 % en Grand Est et -0,7 % en province. Ce mouvement n'a cependant pas été totalement linéaire depuis l'entrée en vigueur de la « Grande récession », période durant laquelle plusieurs cycles se sont succédés :

- entre 2008 et 2009, période de réduction brutale de l'emploi salarié privé en France impulsée par la crise financière internationale, le territoire a plutôt bien résisté au regard des tendances régionale et de province ;
- entre 2009 et 2011, période de reprise macro-économique, le territoire a en revanche subi une évolution de ses effectifs salariés privés totalement contracyclique. Alors que l'emploi redémarrait dans la région en province, il a perdu presque 200 emplois, soit un rythme de baisse assez rapide dans un contexte tant régional que provincial plutôt porteur ;
- entre 2011 et 2014, nouveau cycle récessif impulsé par la crise des dettes souveraines qui s'est traduit au niveau macro-économique par une baisse sensible des effectifs salariés privés, le territoire a à nouveau plutôt bien résisté en enregistrant qu'une très légère baisse de ses effectifs salariés dans un contexte régional très largement baissier ;
- enfin, entre 2014 et 2016, période de redémarrage de l'emploi au niveau national, le territoire enregistre à nouveau une évolution de ses emplois à rebours du cycle économique général.

La tendance économique défavorable observée sur le long terme (entre 1975 et 2014), portée par le mouvement de désindustrialisation, se prolonge très largement à plus court terme. La « Grande récession » a exercé une influence très négative sur le dynamisme économique du territoire, ce en dépit de sa relative insensibilité aux cycles récessifs et d'un comportement totalement contracyclique en phase de reprise traduisant une absence de capacité de rebond dans les périodes d'amélioration de la conjoncture.

Mise en perspective de l'évolution de l'emploi salarié privé du territoire avec les moyennes régionale et de Province entre 2008 et 2016

	2008 – 2009		2009 – 2011		2011 – 2014		2014 – 2016		2008 – 2016	
Territoire Madine	8	0.1%	-194	-2.7%	-10	-0.1%	-261	-3.8%	-457	-6.5%
Grand-Est	-45 494	-3.2%	9 871	0.7%	-51 720	-3.7%	4 814	0.4%	-82 529	-5.7%
Province	-315 053	-2.4%	201 114	1.6%	-199 787	-1.5%	218 436	1.7%	-95 290	-0.7%

Source : Insee – Recensement de la population



Les déterminants du comportement du tissu productif depuis l'entrée en vigueur de la « Grande récession » : effet de structure ou effet local ?



Définition : l'effet local

Il est possible de décomposer l'évolution de l'emploi à l'échelle des territoires en une composante structurelle et une composante locale.

La **composante structurelle ou effet de structure** renvoie aux effets générés par la structure de spécialisation du tissu économique sur ses performances en matière de création d'emplois. Un territoire spécialisé par exemple dans des secteurs d'activité peu porteurs sur le plan macro-économique aura une probabilité plus élevée a priori d'enregistrer des mauvaises performances de création d'emplois et inversement pour celui plutôt spécialisé dans des secteurs d'activité porteurs. L'effet de structure se calcule en imputant à chaque secteur d'activité des communautés l'évolution qu'il a connu au niveau national. Le résultat obtenu permet d'évaluer l'évolution de l'emploi qu'aurait dû enregistrer le territoire si tous ses secteurs d'activité s'étaient comportés comme au niveau national.

La **composante locale ou effet local** regroupe l'ensemble des effets liés aux spécificités du territoire. L'effet local se calcule par différence entre l'évolution réelle observée et l'effet structurel. Il est aussi appelé pour cette raison effet résiduel. De nombreux facteurs, difficilement quantifiables, se cachent derrière l'effet local, particulièrement les dynamiques de coopération ou de coordination entre acteurs économiques et acteurs institutionnels qui lorsqu'elles sont activées, peuvent favoriser comme l'ont montré Denis Carré et Nadine Levratto, l'émergence de véritables écosystèmes économiques territoriaux plus performants. Mais aussi le niveau de qualification de la population active, la présence de centres d'innovation, le niveau d'aménités... sont autant de facteurs explicatifs qui peuvent composer l'effet local.

Au-delà de la forte exposition du tissu productif local à la « Grande récession » et de son comportement radicalement contracyclique (c'est à dire à rebours des cycles conjoncturels), on pourra observer dans le tableau ci-dessous que s'il a pâti d'une orientation sectorielle défavorable qui a pesé négativement sur le dynamisme de l'emploi (cf. l'effet de structure négatif : - 3,2 %), ses médiocres performances ne s'expliquent pas uniquement pour ce seul motif. Effectivement, l'effet local, négatif lui-aussi, montre que le tissu productif local a enregistré des performances de création d'emploi très nettement moins bonnes que ce que l'on aurait pu attendre au regard justement de sa structure de spécialisation.

Dit autrement, il apparaît que si tous les secteurs d'activité du territoire s'étaient comportés entre 2008 et 2016 comme au niveau national, ce dernier aurait enregistré des pertes d'emplois de « seulement » -3,2 % contre -6,5 % dans la réalité.

Il n'est pas possible à ce stade de l'analyse de préciser les raisons de cet effet local négatif. Un tel travail nécessiterait la conduite d'investigations qualitatives beaucoup plus poussées qui dépassent le cadre de ce diagnostic. Pour autant, comme tenu de l'influence décisive de l'effet local sur la trajectoire de développement économique des territoires en général (l'effet local explique aujourd'hui beaucoup plus les dynamiques de création d'emploi des territoires que leur orientation sectorielle) et négative pour le territoire en particulier, il serait essentiel de comprendre qu'elles en sont les causes pour tenter de redynamiser l'emploi local.

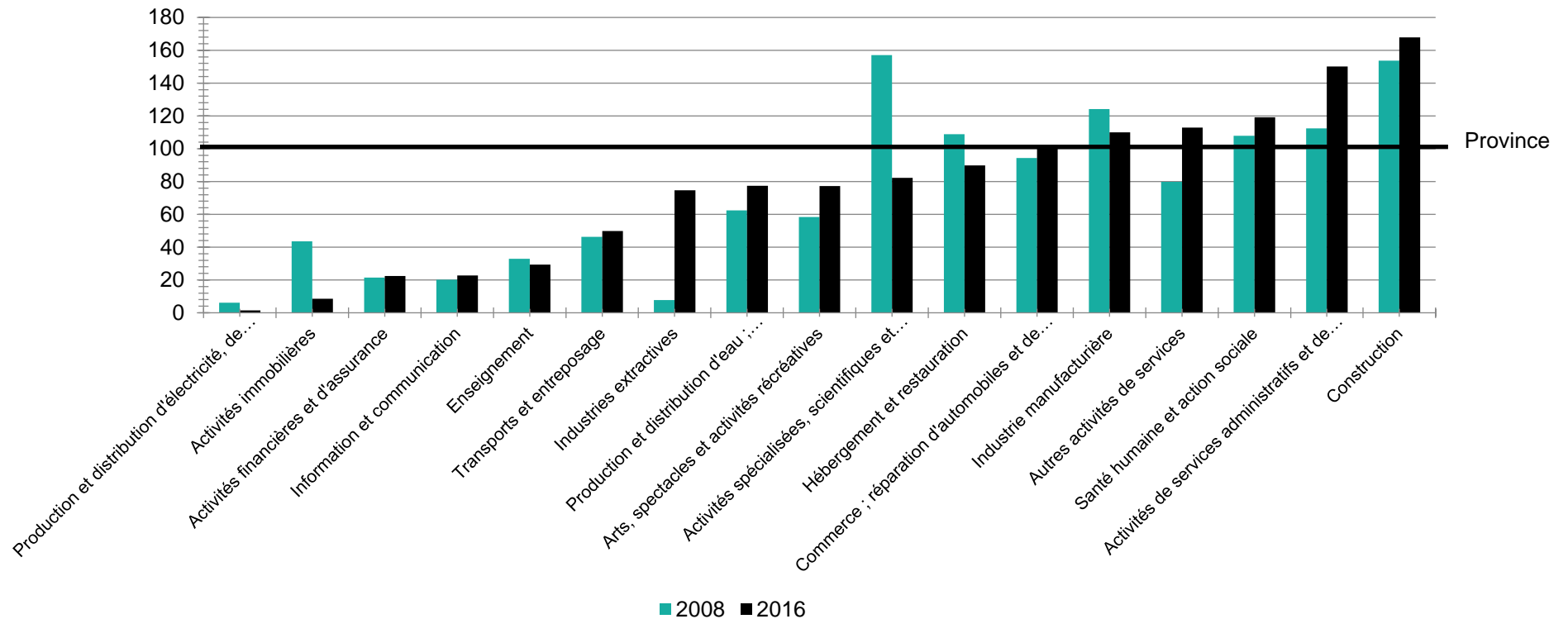
Evaluation de la composant structurelle et locale de l'évolution de l'emploi salarié du privé du territoire entre 2008 et 2016 (en %)

	Evolution observée	Effet de structure	Effet local
Territoire de Madine	-6,5%	-3,2%	-3,3%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF



Structure de spécialisation du tissu productif du territoire en 2008 et 2016 (exprimé en emploi salarié privé et en indice, Province = 100)



Source : Calculs d'après URSSAF

Lecture : Lorsque l'indice est supérieur à 100, cela signifie que le secteur d'activité est spécialisé au regard de la moyenne de référence et inversement

La structure sectorielle du tissu productif apparaît comme relativement diversifiée. Tandis que l'industrie, bien qu'encore assez largement sur-représentée localement au travers des secteurs *Industrie manufacturière* et *Activités de services et de soutien*, voit son poids relatif diminuer d'un côté et croître de l'autre avec la montée en puissance des emplois d'externalisation, les secteurs des services semblent émerger, traduisant une tendance à la diversification du tissu. Mais le principal secteur de spécialisation reste, de manière stable, celui de la *Construction*. On relèvera également qu'en dépit de l'orientation clairement touristique du modèle de développement, le secteur d'activité Hébergement et restauration n'apparaît plus comme un secteur de spécialisation en 2016.



Mise en perspective de l'évolution des secteurs d'activité du territoire entre 2008 et 2016

	Territoire Madine		Province	
	En VA	En %	En VA	En %
Activités de services administratifs et de soutien	313	43.1%	164 394	13.7%
Santé humaine et action sociale	135	18.3%	173 285	13.7%
Autres activités de services	58	38.2%	13 100	3.7%
Arts, spectacles et activités récréatives	22	40.7%	22 417	13.1%
Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	7	18.9%	1 811	1.6%
Industries extractives	6	600%	-5 333	-22.4%
Information et communication	5	14.3%	23 079	7.2%
Activités financières et d'assurance	1	2%	15 334	3.6%
Administration publique	0	0%	-23 412	-14.1%
Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-3	-75%	7 057	5.9%
Transports et entreposage	-4	-1.6%	-28 197	-2.8%
Enseignement	-4	-9.5%	17 589	7.4%
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	-6	-0.5%	-28 360	-1.2%
Activités immobilières	-36	-83.7%	-22 428	-12.3%
Hébergement et restauration	-46	-12.8%	73 539	12.1%
Construction	-136	-13.2%	-195 187	-15.7%
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	-279	-47.1%	50 329	7.2%
Industrie manufacturière	-490	-27.7%	-354 307	-13.4%
Total	-457	-6.5%	-95 290	-0.7%

Source : URSSAF

Le territoire a enregistré une augmentation de ses effectifs salariés dans 8 secteurs d'activité, dont 3 ont progressé de manière significative entre 2008 et 2016 : le secteur *Activités de services administratifs et de soutien*, secteur en règle générale dynamisé par les mouvements d'externalisation de l'industrie, qui a progressé de plus de 300 emplois à un rythme exceptionnellement rapide, *Santé humaine et action sociale* et *Autres activités de services*.

A l'opposé, 9 de ses 18 secteurs d'activité ont perdu de l'emploi, dont 4 de manière significative :

- *Industrie manufacturière* qui a perdu 490 emplois à un rythme nettement plus intense que celui observé en province ;
- *Activités spécialisées, scientifiques et techniques* qui a perdu 279 emplois, soit un rythme extrêmement rapide dans un contexte de surcroît plutôt porteur ;
- *Construction*, principal secteur de spécialisation, qui a perdu 136 emplois, soit une baisse plus modérée que celle observée en province.
- *Hébergement et restauration* qui a perdu 46 emplois, soit un rythme là aussi intense et de surcroît qui s'inscrit a contrario de la tendance nationale.



Les secteurs d'activités « mixtes » : des secteurs d'activité qui disposent à la fois d'une dimension exportatrice et présenteielle

Méthode : la lecture de la structure de spécialisation du tissu productif que nous donne la grille de lecture proposée par l'Insee à partir du découpage en sphères présenteielle et productive recèle un certain nombre de biais. Effectivement, il existe tout une gamme de secteurs d'activité dont le marché peut potentiellement être local et extérieur au territoire. C'est ce que nous appelons les secteurs « mixtes » (cf. en annexe la liste des secteurs d'activité classés comme mixte). Or il est intéressant de travailler sur les secteurs mixtes à double titre : d'une part leur identification implique mécaniquement une diminution de la sphère présenteielle et productive (au sens de l'Insee) et d'autre part, elle nous permet d'identifier les potentialités de montée en gamme des tissus productifs locaux (c'est-à-dire des secteurs d'activité dont le marché pourrait s'étendre du local vers l'extérieur).

Mise en perspective de la part des emplois salariés privés des secteurs productifs « purs », présenteiels « purs » et « mixtes » dans l'emploi salarié privé total en 2008 et 2016 (en %)

	Productifs « purs »		Présenteiels « purs »		Mixtes	
	2008	2016	2008	2016	2008	2016
Territoire Madine	18.1%	15.6%	48.1%	51.4%	33.8%	33%
Grand-Est	32.8%	29.9%	49%	50.9%	18.2%	19.2%
Province	30%	28.1%	51.2%	52.1%	18.8%	19.8%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

Résultat probable de l'intense mouvement de désindustrialisation qui a impacté le territoire depuis les années 70, les secteurs productifs « purs » pèsent beaucoup moins localement en termes d'emploi qu'en moyennes au niveau régional et provincial. A contrario, les secteurs présenteiels « purs » apparaissent légèrement sur-représentés et les secteurs « mixtes » très largement sur-représentés au regard des moyennes, traduisant un potentiel relativement élevé de « montée en gamme » du tissu productif.

En tendance, on observera que si les emplois des secteurs productifs « purs » se sont littéralement effondrés durant la « Grande récession », les secteurs d'activité « mixtes » ont largement subi la « Grande récession » tandis que les secteurs présenteiels stagnaient, marquant une fois encore la relative anémie de la consommation à l'échelle du territoire.

Evolution des emplois salariés privés des secteurs productifs « purs », présenteiels « purs » et « mixtes » entre 2008 et 2016 (en %)

	Présenteiels « purs »	Mixtes	Productifs « purs »	Total
Territoire Madine	-0.1%	-8.6%	-19.4%	-6.5%
Grand-Est	-2.1%	-0.8%	-14%	-5.7%
Province	1%	4.4%	-6.9%	-0.7%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF



Dynamique des emplois présentsiels : une décomposition en 3 fonctions

Note : la terminologie employée par l'Insee pour qualifier les secteurs d'activité de la sphère productive est génératrice d'une certaine confusion. Elle peut amener à penser que les secteurs d'activité de la sphère présentsielle demeurent exclusivement des secteurs de service (par opposition aux secteurs de production). Or bien évidemment, des secteurs d'activité de production sont recensés parmi les secteurs classés comme présentsiels. Pour ce motif, nous avons procédé à une décomposition de la sphère présentsielle en trois grandes fonctions : les secteurs présentsiels de service, les secteurs présentsiels de production et les secteurs présentsiels de service de production. La liste de ces regroupements peut être consultée en annexe.

Répartition des emplois salariés privés présentsiels par grandes fonctions en 2016 (en %)

	Présentiels de service	Présentiel de production	Présentiel de service de production
Territoire Madine	64.6%	33.5%	1.9%
Grand-Est	76%	22.5%	1.5%
Province	75.9%	22.4%	1.7%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF

La lecture du tableau ci-dessus montre très clairement que les secteurs d'activité présentsiels n'appartiennent pas exclusivement au seul secteur des services. Ce de manière encore plus prononcée à l'échelle du territoire dont plus du tiers des emplois présentsiels sont des emplois de production contre « seulement » 64,6 % des emplois de service (contre 76 % dans la région et 75,9 % en province).

En tendance, localement, on remarquera que si les emplois présentsiels de production se sont effondrés, ce à un rythme supérieur à ceux observés en moyennes dans la région et en province, les secteurs présentsiels de service ont été plutôt dynamiques.

Evolution des emplois salariés privés présentsiels par grandes fonctions entre 2008 et 2016 (en valeur absolue et %)

	Présentiels de service		Présentiel de production		Présentiel de service de production	
Territoire Madine	82	3.9%	-108	-8.7%	21	48.8%
Grand-Est	-1 086	-0.2%	-14 104	-8.3%	638	6.5%
Province	161 506	3.3%	-98 756	-6.1%	1 732	1.5%

Source : Calculs OPC d'après URSSAF



LE NIVEAU DE
DEVELOPPEMENT SOCIAL
DU TERRITOIRE

Une approche synthétique



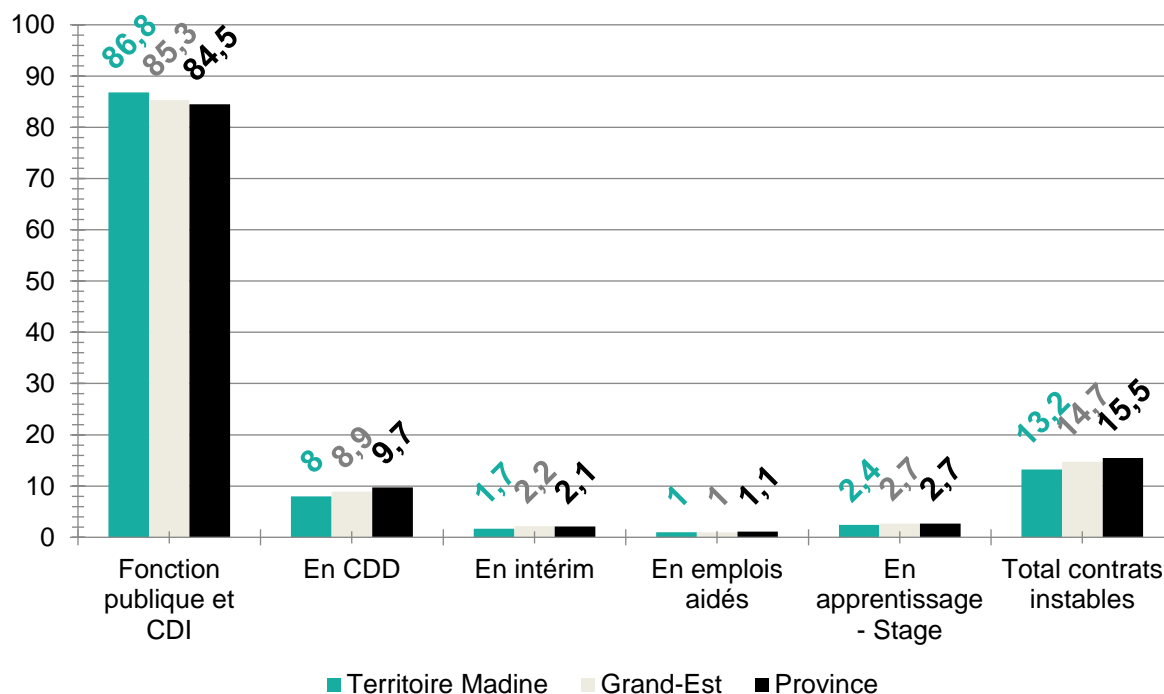
Mise en perspective de la part des actifs occupés à temps partiel dans la population en emploi en 2014

	% d'actifs en emploi à temps partiel
Territoire Madine	17.4%
Grand-Est	18%
Province	18.1%

Source : Insee – Recensement de la population

La part des actifs en emploi à temps partiel apparaît sensiblement inférieure localement aux moyennes enregistrées dans la région et en Province.

Répartition de la population active salariée par type de contrat en 2014



Source : Insee – Recensement de la population

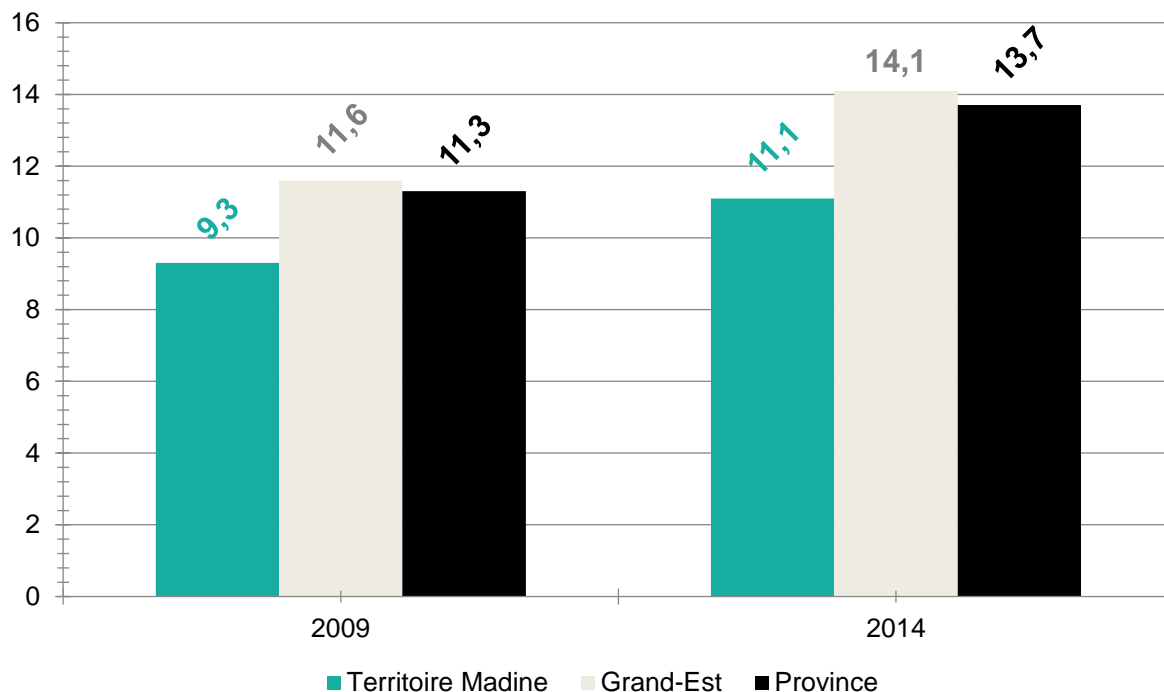
Lecture : 13,2 % des actifs occupés salariés du territoire occupent un emploi « instable »

La proportion d'actifs en contrats instables apparaît elle aussi sensiblement inférieure aux moyennes de comparaison en raison notamment d'une nette sous-représentation des actifs en CDD et en intérim.

Au global, les actifs du territoire semblent plutôt bénéficier d'une bonne qualité de l'emploi et préservés du mouvement général de précarisation des conditions salariales.



Mise en perspective du taux de chômage du territoire en 2009 et 2014



Source : Insee – Recensement de la population

Le territoire présente un taux de chômage structurellement inférieur aux moyennes de comparaison qui montre que son intensité y demeure moins élevée.

On relèvera qu'il a malgré tout fortement progressé entre 2009 et 2014, convergeant légèrement vers la moyenne nationale ; signe comme partout ailleurs d'une dégradation significative du fonctionnement du marché du travail local.

La progression du taux de chômage est le produit combiné d'une rapide augmentation du nombre de chômeurs sur la période (même si plus modérée qu'en tendances) et d'une progression modérée de la population active symptomatique d'une perte de vitalité démographique.

Mise en perspective de l'évolution de la population active et des chômeurs du territoire entre 2009 et 2014

	Population active		Chômeurs	
	Nombre	Taux	Nombre	Taux
Territoire Madine	36	0.2%	390	19.1%
Grand-Est	4 508	0.2%	65 643	21.8%
Province	617 229	2.7%	633 623	24.2%

Source : Insee – Recensement de la population



Mise en perspective de l'évolution des demandeurs d'emploi du territoire avec les moyennes régionales et de Province entre 2008 et 2016

	2008 – 2009		2009 – 2011		2011 – 2014		2014 – 2016		2008 – 2016	
Territoire Madine	460	27.4%	470	22%	580	22.2%	60	1.9%	1 570	93.5%
Grand-Est	57 570	21%	33 710	10.1%	83 970	22.9%	17 000	3.8%	192 250	70%
Province	497 480	18.3%	348 940	10.8%	807 880	22.7%	214 790	4.9%	1 869 090	68.7%

Source : Darès

La dynamique des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi entre 2008 et 2016 révèle un mouvement de dégradation du marché du travail local plus intense que celui observé à la lecture des données du recensement (cf. ci-dessus). Avec une progression du nombre de demandeurs d'emploi de 93,5 %, le marché du travail local a été affecté d'une forte dégradation suite à l'entrée en vigueur de la « Grande récession ».

Ce mouvement de dégradation a été marqué par de sensibles fluctuations au gré des cycles qui se sont succédés depuis 2008. Alors que le premier choc récessif de 2008 - 2009 a été particulièrement violent localement, la reprise de 2009 - 2011 n'a produit qu'un léger ralentissement de la demande d'emploi. Le second cycle récessif de 2011 – 2014, comme le premier, a provoqué une augmentation rapide des demandeurs d'emploi. Enfin, la période de reprise qui s'ouvre entre 2014 et 2016 semble avoir été plutôt profitable pour le territoire : la hausse de la demande d'emploi semble enfin sous contrôle en dépit des mauvaises performances économiques (cf. supra).

On mesure bien encore une fois ici la violence de la « Grande récession » qui, en provoquant le presque doublement du nombre de demandeurs d'emploi en l'espace de seulement six ans, a largement contribué à la dégradation du marché du travail local entre 2008 et 2016.



Distribution du revenu des ménages par catégorie de revenu (déciles)

Définition : Le **revenu disponible** correspond à la somme des ressources déclarées par les contribuables sur la déclaration des revenus, après abattement et redistribution. Il comprend ainsi les revenus d'activité salariée et indépendante, les pensions d'invalidité et les retraites (hors minimum vieillesse), les pensions alimentaires reçues (déduction faite des pensions versées), certains revenus du patrimoine ainsi que les revenus sociaux imposables : indemnités de maladie et de chômage et les différents revenus de transfert. Le niveau d'observation du revenu fiscal que nous avons retenu est l'**unité de consommation** (plutôt que le ménage ou la personne). L'unité de consommation est un système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). La **médiane** est la valeur qui partage une distribution en deux parties égales. Ainsi, pour une distribution de revenus, la médiane est le revenu au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des revenus. La médiane constitue un indicateur plus fiable que la moyenne. Le **premier décile** est le revenu au-dessus duquel se situent 90 % des revenus. Le 1^{er} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus pauvres. Le **neuvième décile** est le revenu au-dessous duquel se situent 90 % des revenus. Le 9^{ème} décile concentre ainsi les 10 % des ménages (exprimés en unités de consommation) les plus riches. Le niveau d'inégalités sociales, c'est-à-dire entre habitants, est appréhendé à partir d'un **indice de Gini**. L'indice de Gini est un indice d'inégalités appliqué dans le cas présent au revenu fiscal par unité de consommation. L'indice de Gini varie entre 0 et 1. Il est égal à 0 dans une situation d'égalité parfaite où tous les revenus seraient égaux. A l'autre extrême, il est égal à 1 dans la situation la plus inégalitaire possible, celle où tous les revenus sauf un seraient nuls. Entre 0 et 1, l'inégalité est d'autant plus forte que l'indice de Gini est élevé. Une baisse de l'indice de Gini observée entre deux dates indique une diminution globale des inégalités. A l'inverse, une élévation de l'indice reflète une augmentation globale des inégalités.

Avertissement : ces données n'étant pas disponibles à l'échelle du territoire, elles ont été extraites à l'échelle de ses communautés constitutives.

La mise en perspective de la distribution du revenu à l'échelle des communautés de communes du territoire avec les moyennes régionale et métropolitaine (cf. graphique page suivante) montre que :

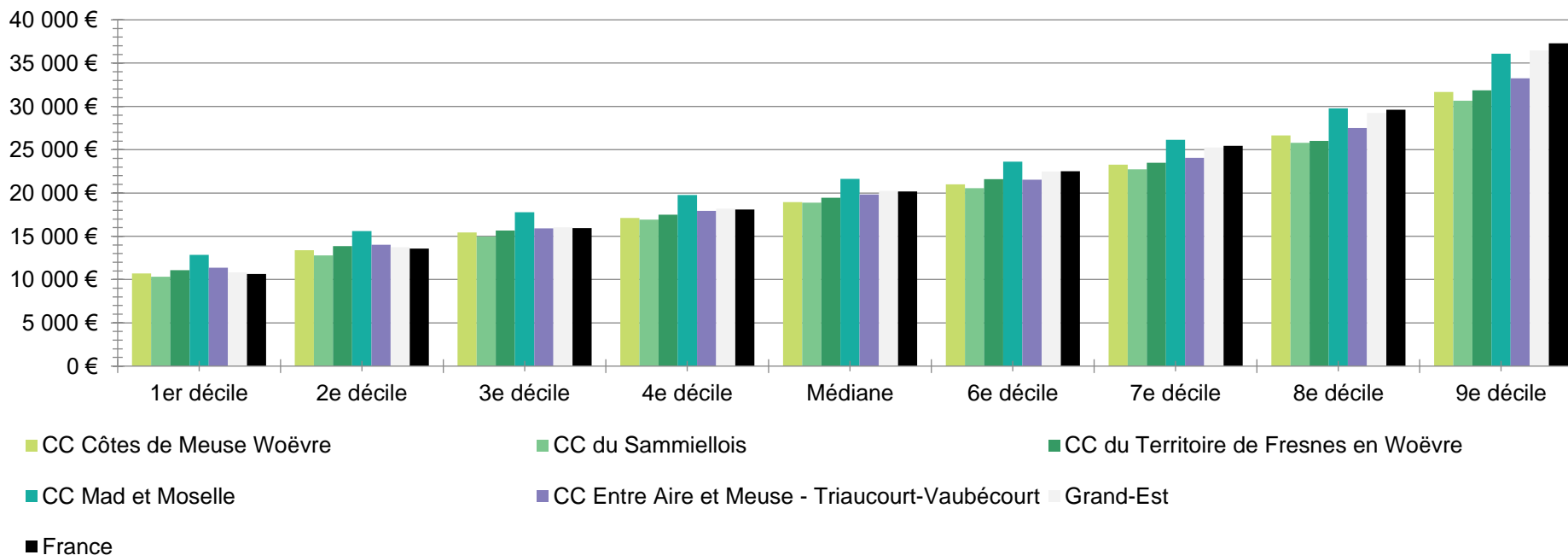
- à l'exception de la communauté de communes du Sammiellois, le niveau de revenu des personnes les plus défavorisées (1^{er} décile) apparaît globalement supérieur dans les communautés du territoire à la moyenne régionale et française, attestant d'une moindre intensité de la pauvreté localement ;
- en revanche, les classes moyennes du territoire (cf. notamment le revenu médian), exceptée pour la communauté de communes de Mad et Moselle, pâtissent d'un niveau de revenu inférieur aux moyennes de comparaison ;
- la situation relative des catégories sociales les plus aisées (cf. notamment le 9^{ème} décile) apparaît similaire à celle des classes moyennes : leur niveau de revenu, excepté là encore pour la communauté de communes de Mad et Moselle, demeure sensiblement inférieur aux moyennes de comparaison.

Si la communauté de communes Mad et Moselle se distingue sensiblement des autres par des niveaux de revenu sensiblement supérieurs aux moyennes de comparaison quel que soit le décile, les autres affichent une structure sociale relativement similaire certes marquée par une moindre intensité de la pauvreté (dit autrement, les populations les plus pauvres y apparaissent moins pauvres qu'en moyennes) mais symptomatique d'une forme de paupérisation relative généralisée (les différentes catégories sociales y apparaissent moins riches qu'en moyennes). Cette distribution des revenus est ainsi révélatrice, comme l'indique l'indice de Gini, d'un faible niveau d'inégalités lié au tassement vers le bas du niveau de revenu des ménages, traduisant une situation globalement plutôt désavantageuse.



Mise en perspective de la distribution des revenus des ménages par catégorie de revenu (déciles)

Distribution des revenus déclarés par décile et par unité de consommation en 2013



	Indice de Gini
CC Côtes de Meuse Woèvre	0.2433
CC du Sammiellois	0.2525
CC du Territoire de Fresnes en Woèvre	0.2387
CC Mad et Moselle	0.2389
CC Entre Aire et Meuse - Triaucourt-Vaubécourt	0.2415
Grand-Est	0.2777
France	0.2903

Source : Insee – Filosofi

Lecture : L'indice de Gini est compris entre 0 et 1. Plus il est proche de 1, plus les inégalités sont élevées



Mise en perspective du taux de pauvreté et de l'intensité de la pauvreté en 2013

	Taux de pauvreté	Intensité de la pauvreté	Revenu médian de la population sous le seuil de pauvreté
CC Côtes de Meuse Woëvre	14.2%	0.1947	9 753 €
CC du Sammiellois	17.1%	0.1860	9 858 €
CC du Territoire de Fresnes en Woëvre	13.2%	0.1851	9 869 €
CC Mad et Moselle	8.1%	0.1621	10 147 €
CC Entre Aire et Meuse – Triaucourt...	12.3%	0.1531	10 257 €
Grand-Est	14.0%	0.2042	9 638 €
France	14.5%	0.2105	9 562 €

Source : Insee - Filosofi

L'analyse de la pauvreté à l'échelle des communautés du territoire laisse transparaître des disparités beaucoup plus prononcées. Si les communautés Mad et Moselle, et dans une moindre mesure Entre Aire et Meuse et du Territoire de Fresnes en Woëvre affichent des taux de pauvreté inférieurs à la moyenne régionale et française, la communauté de communes Côtes de Meuse Woëvre se situe dans une position intermédiaire (avec un taux de pauvreté supérieur à la moyenne régionale mais inférieure à la moyenne française) et celle du Sammiellois dans une position très défavorable avec un taux de pauvreté dépassant très largement la moyenne française. On voit donc bien qu'à l'exception de la communauté de communes de Mad et Moselle, en dépit d'une situation relative certes plutôt avantageuse, la proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté à l'échelle des communautés du territoire apparaît significative et symptomatique d'une situation sociale dégradée. Enfin, en revanche, l'analyse de l'indicateur d'intensité de la pauvreté conforte l'analyse produite à partir du niveau de revenu du premier décile. Quelle que soit la communauté du territoire, l'intensité de la pauvreté apparaît moins forte localement qu'en moyennes, ce qui énoncé autrement signifie que les populations vivant en dessous du seuil de pauvreté localement demeurent moins pauvres qu'en moyennes dans la région et en France.

SYNTHESE

*Pour une réarticulation des forces
productives et résidentielles*



Le territoire présente un modèle de développement de type « social-touristique-pendulaire » marqué par une surreprésentation des revenus sociaux, des dépenses touristiques et des revenus « pendulaires » dans l'ensemble de ses revenus captés en provenance de l'extérieur. Ce modèle, tendanciellement modérément porteur sur le plan économique et social, traduit un certain déséquilibre dans les modalités de fonctionnement socio-économique du territoire et trouve son origine dans un double mouvement. D'un côté, une érosion continue et intense de la base industrielle génératrice de difficultés sociales qui a contribué à une montée en puissance des transferts sociaux sur le territoire. De l'autre, une tendance à sa « résidentialisation » liée à son attractivité touristique croissante et son intégration fonctionnelle de plus en plus forte dans les territoires urbains voisins, la métropole de Metz en tête.

Au-delà de ce déséquilibre entre ses moteurs de développement, le territoire affiche un bilan en matière de captation de revenus (cf. le potentiel de captation de revenus) et de propension locale à consommer défavorables au regard des autres communautés de communes françaises de même strate de taille. Ce double déficit se traduit par une insuffisance de la demande locale qui peine à stimuler le dynamisme des secteurs d'activité de l'économie présente dont la bonne santé tient justement à la seule vitalité de leur marché local.

Sur un plan plus strictement économique, une analyse rétrospective de long terme du tissu productif local montre que ce dernier a enregistré une profonde mutation durant les 40 dernières années. Doté d'un profil encore largement productif concurrentiel dans le courant des années 70, il affiche désormais une orientation nettement plus présente ; même s'il est vrai de manière moins marquée qu'en moyennes dans la région et en province. Néanmoins, cette évolution, qui suit assez largement la tendance générale, s'est en réalité effectuée « par le bas ». L'émergence de ce nouveau profil demeure bien plus liée à l'effondrement des secteurs d'activité productifs concurrentiels (l'industrie en tête) qu'au dynamisme de l'économie présente, dont la progression a été plus modérée localement qu'en moyennes. Le dynamisme des secteurs d'activité présente, trop faible, n'a ainsi pas permis de compenser la fonte des emplois industriels et fait qu'au final, le territoire a perdu sur la période plus d'emplois qu'il n'en a créé, attestant de sa faible vitalité économique de long terme.

Des éléments d'analyse à plus court terme montrent que cette tendance de fond a été prolongée à plus court terme par la « Grande récession » entamée en 2008. Bien que bénéficiant d'une exceptionnelle capacité de résistance aux deux chocs récessifs qui se sont succédés entre 2008-2009 et 2011-2014, le territoire a enregistré de lourdes pertes d'emploi entre 2008 et 2016 en raison d'évolutions totalement contracycliques (c'est-à-dire à rebours de la tendance macro-économique) lors de deux cycles de reprise observés entre 2009-2011 et 2014-2016. Ces faibles performances apparaissent d'autant plus négatives qu'elles ne s'expliquent pas uniquement par l'orientation sectorielle défavorable du tissu productif mais également par un effet local lui aussi négatif ; c'est-à-dire une insuffisance de capacités propres, de ressources spécifiques qui ont conduit le tissu productif à faire moins que ce que l'on aurait pu attendre si tous ces secteurs d'activités s'étaient comportés comme au niveau national.



Le fonctionnement socio-économique général du territoire, synthétisé par son modèle de développement, et sa dynamique économique sont aujourd'hui plutôt vecteurs d'un niveau de cohésion sociale mitigé. Le niveau de précarité, illustré de manière synthétique à la lumière de la qualité de l'emploi, apparaît plutôt faible au regard de la faible proportion d'actifs à temps partiel et en contrats instables. Le taux de chômage, s'il demeure structurellement inférieur aux moyennes régionales et de province n'en demeure pas moins excessivement élevé et en progression en raison d'une très forte augmentation de la demande d'emploi depuis 2008 amplifiée par la stagnation de la population active. La distribution du revenu des ménages, elle aussi, apparaît plutôt mitigée avec des populations pauvres certes plutôt moins pauvres qu'en moyennes mais des classes moyennes et aisées nettement moins riches qu'en moyennes. Soit une structure sociale particulièrement homogène (c'est-à-dire marquée par un faible niveau d'inégalités) mais tassée « vers le bas » et marquée par une forme de paupérisation relative généralisée. Enfin, le taux de pauvreté, s'il varie sensiblement d'une communauté à l'autre et les place dans une situation en apparence parfois avantageuse au regard des situations régionale et française, demeure presque systématiquement au-dessus de 12 % (excepté pour la communauté de communes Mad et Moselle) ; ce qui atteste d'une forte dégradation des conditions sociales locales, ce en dépit du fait que l'intensité de la pauvreté demeure moins élevée sur le territoire qu'en moyennes.

Comme le suggérait la « coloration » sociale du modèle de développement, la situation sociale du territoire apparaît donc plutôt défavorable. Mais, malgré ce bilan plutôt sombre, il convient de rester positif aujourd'hui dans la mesure où le territoire semble bénéficier d'une diversification de ses modalités de fonctionnement macro-économique local porté par un double mouvement de fond :

- un mouvement négatif, venant des profondeurs du passé, initié par la désindustrialisation et les mutations économiques, qui a provoqué une montée en flèche des problèmes sociaux et donc indirectement provoqué l'activation de la redistribution sociale. Les indicateurs économiques récents suggèrent que ce mouvement n'est pas encore arrivé à son terme et qu'il devrait encore contribuer à générer une dégradation de la situation sociale ;
- un mouvement positif, plus récent, de « résidentialisation » du territoire qui vient comme se superposer au mouvement antérieur et demeure lié au développement du levier touristique et à l'intégration fonctionnelle croissante du territoire aux polarités urbaines voisines, la métropole de Metz en particulier, conférant au modèle de développement sa dimension « pendulaire » ;

D'un côté, un « monde » en voie de disparition (ou presque), laissant comme marqueur la sur-représentation des transferts sociaux. De l'autre, un « monde » en émergence porté par les dynamiques touristique et « pendulaire » et leurs revenus afférents potentiellement dynamisant. Les modalités de fonctionnement socio-économique du territoire ne semblent donc pas stabilisées. Ce d'autant plus que, compte tenu de ce que nous disent les indicateurs économiques les plus récents, l'érosion de la base productive et industrielle locale devrait perdurer et générer une dépendance encore accrue aux transferts sociaux. Le risque est donc que le déséquilibre fonctionnel qui affecte le territoire s'accroisse s'il ne retrouve pas un certain dynamisme productif que ne pourra pas compenser à lui seul le dynamisme de l'économie résidentielle, levier qui par ailleurs ne présente évidemment pas que des vertus.



Pour une réarticulation des forces productives et résidentielles

Si de prime abord les perspectives ne semblent pas très favorables, nous l'avons dit, certains signaux sont plutôt encourageants, en premier lieu, le mouvement de résidentialisation du territoire. Mais ce levier ne pourra surement pas à lui seul constituer un palliatif au mouvement de désindustrialisation du territoire et permettre de le replacer dans une trajectoire de développement favorable.

A la lecture de ces éléments, trois grands types d'enjeux se dessinent donc pour le territoire :

- Rééquilibrer son modèle de développement en le diversifiant via :
 - l'impérative **redynamisation de son tissu productif**, notamment dans les secteurs concurrentiels, pour conférer à nouveau au territoire une partie de la dimension productive qu'il a perdue avec la désindustrialisation ;
 - la **pérennisation du mouvement de résidentialisation** tout en veillant à en réguler les potentiels effets pervers (nuisances environnementales, perte d'identité, évasion commerciale massive...)
- **Accroître la propension locale à consommer** en réduisant l'évasion commerciale pour stimuler le dynamisme des emplois présents et favoriser le développement d'une réelle « vie locale » ;
- Développer, de manière plus transversale, de véritables **coopérations interterritoriales** avec les agglomérations voisines, la métropole de Metz en particulier (compte tenu à la fois du niveau d'évasion commerciale actuel et de la forte intégration fonctionnelle du territoire dans la dynamique métropolitaine messine).

ANNEXES.





Annexe 1 – Les secteurs d’activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

Liste des secteurs d’activité « mixtes »

Secteur d’activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	Non présente
Activités de soutien aux cultures	Non présente
Chasse, piégeage et services annexes	Non présente
Sylviculture et autres activités forestières	Non présente
Exploitation forestière	Non présente
Services de soutien à l’exploitation forestière	Non présente
Transformation et conservation de la viande de boucherie	Non présente
Transformation et conservation de la viande de volaille	Non présente
Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques	Non présente
Transformation et conservation de pommes de terre	Non présente
Préparation de jus de fruits et légumes	Non présente
Autre transformation et conservation de légumes	Non présente
Transformation et conservation de fruits	Non présente
Fabrication de lait liquide et de produits frais	Non présente
Fabrication de beurre	Non présente
Fabrication de fromage	Non présente
Fabrication d’autres produits laitiers	Non présente
Fabrication de glaces et sorbets	Non présente
Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche	Non présente
Cuisson de produits de boulangerie	Présente
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Présente
Pâtisserie	Présente
Fabrication de cidre et de vins de fruits	Non présente
Sciage et rabotage du bois, hors imprégnation	Non présente
Imprégnation du bois	Non présente



Annexe 1 (suite) – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

(Suite)

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Fabrication de placage et de panneaux de bois	Non présente
Fabrication de parquets assemblés	Non présente
Fabrication de charpentes et d'autres menuiseries	Non présente
Fabrication d'objets divers en bois ; fabrication d'objets en liège, vannerie et sparterie	Non présente
Reliure et activités connexes	Non présente
Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien	Non présente
Fabrication d'huiles essentielles	Non présente
Fabrication de verre plat	Non présente
Façonnage et transformation du verre plat	Non présente
Fabrication de verre creux	Non présente
Fabrication et façonnage d'autres articles en verre, y compris verre technique	Non présente
Fabrication de carreaux en céramique	Non présente
Fabrication de briques, tuiles et produits de construction, en terre cuite	Non présente
Fabrication d'articles céramiques à usage domestique ou ornemental	Non présente
Fabrication d'autres produits céramiques	Non présente
Fabrication de chaux et plâtre	Non présente
Fabrication d'éléments en béton pour la construction	Non présente
Fabrication d'éléments en plâtre pour la construction	Non présente
Fabrication de coutellerie	Non présente
Fabrication de serrures et de ferrures	Non présente
Fabrication de moules et modèles	Non présente
Fabrication de meubles de cuisine	Non présente
Fabrication de sièges d'ameublement d'intérieur	Non présente
Fabrication d'articles de joaillerie et bijouterie	Non présente
Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	Non présente



Annexe 1 (suite) – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

(Suite)

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Fabrication d'articles de bijouterie fantaisie et articles similaires	Non présente
Réparation d'ouvrages en métaux	Non présente
Réparation de machines et équipements mécaniques	Non présente
Réparation de matériels électroniques et optiques	Non présente
Réparation d'équipements électriques	Non présente
Installation de structures métalliques, chaudronnées et de tuyauterie	Non présente
Installation de machines et équipements mécaniques	Non présente
Installation d'équipements électriques, de matériels électroniques et optiques ou d'autres matériels	Non présente
Construction de maisons individuelles	Présente
Construction d'autres bâtiments	Présente
Intermédiaires du commerce en matières premières agricoles, animaux vivants, matières premières textiles et produits semi-finis	Non présente
Entreposage et stockage frigorifique	Non présente
Entreposage et stockage non frigorifique	Non présente
Portails Internet	Non présente
Activités des marchands de biens immobiliers	Présente
Location de logements	Présente
Location de terrains et d'autres biens immobiliers	Non présente
Agences immobilières	Présente
Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier	Présente
Activités juridiques	Non présente
Activités comptables	Non présente
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Non présente
Activités d'architecture	Non présente
Activité des géomètres	Non présente
Ingénierie, études techniques	Non présente



Annexe 1 (suite) – Les secteurs d'activité des sphères présentes et non présentes reclassés comme mixtes

(Fin)

Secteur d'activité (NAF5)	Classification sphère Insee Initiale
Contrôle technique automobile	Non présente
Activités des agences de publicité	Non présente
Activités photographiques	Non présente
Traduction et interprétation	Non présente
Activité des économistes de la construction	Non présente
Location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers	Non présente
Location de longue durée de voitures et de véhicules automobiles légers	Non présente
Location et location-bail de camions	Non présente
Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	Non présente
Location et location-bail de machines et équipements agricoles	Non présente
Location et location-bail de machines et équipements pour la construction	Non présente
Location et location-bail de machines de bureau et de matériel informatique	Non présente
Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	Non présente
Activités des agences de placement de main-d'œuvre	Non présente
Activités des agences de travail temporaire	Non présente
Autre mise à disposition de ressources humaines	Non présente
Activités de sécurité privée	Non présente
Activités liées aux systèmes de sécurité	Non présente
Activités d'enquête	Non présente
Nettoyage courant des bâtiments	Non présente
Autres activités de nettoyage des bâtiments et nettoyage industriel	Non présente
Désinfection, désinsectisation, dératisation	Non présente
Autres activités de nettoyage n.c.a.	Non présente
Services d'aménagement paysager	Non présente
Services administratifs combinés de bureau	Non présente
Photocopie, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau	Non présente
Organisation de foires, salons professionnels et congrès	Non présente
Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	Non présente
Activités de soutien à l'enseignement	Non présente
Réparation d'ordinateurs et d'équipements périphériques	Non présente
Réparation de meubles et d'équipements du foyer	Non présente

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

Secteurs d'activité spécialisés dans la production

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Charcuterie	Travaux d'installation électrique sur la voie publique
Cuisson de produits de boulangerie	Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation
Pâtisserie	Travaux d'isolation
Captage, traitement et distribution d'eau	Autres travaux d'installation n.c.a.
Collecte et traitement des eaux usées	Travaux de plâtrerie
Collecte des déchets non dangereux	Travaux de menuiserie bois et PVC
Collecte des déchets dangereux	Travaux de menuiserie métallique et serrurerie
Traitement et élimination des déchets non dangereux	Agencement de lieux de vente
Traitement et élimination des déchets dangereux	Travaux de revêtement des sols et des murs
Construction de maisons individuelles	Travaux de peinture et vitrerie
Construction d'autres bâtiments	Autres travaux de finition
Construction de routes et autoroutes	Travaux de charpente
Construction de voies ferrées de surface et souterraines	Travaux de couverture par éléments
Construction d'ouvrages d'art	Travaux d'étanchéification
Construction et entretien de tunnels	Travaux de montage de structures métalliques
Construction de réseaux pour fluides	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment
Construction de réseaux électriques et de télécommunications	Autres travaux spécialisés de construction
Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux	Restauration traditionnelle
Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	Restauration de type rapide
Travaux de démolition	Services des traiteurs
Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Restauration collective sous contrat
Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	Autres services de restauration n.c.a.
Forages et sondages	Création artistique relevant des arts plastiques
Travaux d'installation électrique dans tous locaux	Autre création artistique

Source : *Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee*



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

Secteurs d'activité présentsiels spécialisés dans la prestation de service

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Promotion immobilière de logements	Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé
Location avec opérateur de matériel de construction	Commerce de détail de jeux et jouets en magasin spécialisé
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé
Commerce d'autres véhicules automobiles	Commerce de détail de la chaussure
Commerce de détail d'équipements automobiles	Commerce de détail de maroquinerie et d'articles de voyage
Commerce et réparation de motocycles	Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé
Commerce de détail de produits surgelés	Commerce de détail d'articles médicaux et orthopédiques en magasin spécialisé
Commerce d'alimentation générale	Commerce de détail de parfumerie et de produits de beauté en magasin spécialisé
Supérettes	Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé
Supermarchés	Commerce de détail d'articles d'horlogerie et de bijouterie en magasin spécialisé
Magasins multi-commerces	Commerces de détail d'optique
Hypermarchés	Commerces de détail de charbons et combustibles
Grands magasins	Autres commerces de détail spécialisés divers
Autres commerces de détail en magasin non spécialisé	Commerce de détail de biens d'occasion en magasin
Commerce de détail de fruits et légumes en magasin spécialisé	Commerce de détail alimentaire sur éventaires et marchés
Commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé	Commerce de détail de textiles, d'habillement et de chaussures sur éventaires et marchés
Commerce de détail de poissons, crustacés et mollusques en magasin spécialisé	Autres commerces de détail sur éventaires et marchés
Commerce de détail de pain, pâtisserie et confiserie en magasin spécialisé	Vente à domicile
Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé	Vente par automates et autres commerces de détail hors magasin, éventaires ou marchés n.c.a.
Commerce de détail de produits à base de tabac en magasin spécialisé	Transport ferroviaire interurbain de voyageurs
Autres commerces de détail alimentaires en magasin spécialisé	Transports ferroviaires de fret
Commerce de détail de carburants en magasin spécialisé	Transports urbains et suburbains de voyageurs
Commerce de détail d'ordinateurs, d'unités périphériques et de logiciels en magasin spécialisé	Transports de voyageurs par taxis
Commerce de détail de matériels de télécommunication en magasin spécialisé	Transports routiers réguliers de voyageurs
Commerce de détail de matériels audio et vidéo en magasin spécialisé	Autres transports routiers de voyageurs
Commerce de détail de textiles en magasin spécialisé	Téléphériques et remontées mécaniques
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en petites surfaces (moins de 400 m ²)	Services de déménagement
Commerce de détail de quincaillerie, peintures et verres en grandes surfaces (400 m ² et plus)	Transports aériens de passagers
Commerce de détail de tapis, moquettes et revêtements de murs et de sols en magasin spécialisé	Transports aériens de fret
Commerce de détail d'appareils électroménagers en magasin spécialisé	Services auxiliaires des transports terrestres
Commerce de détail de meubles	Services auxiliaires des transports aériens
Commerce de détail d'autres équipements du foyer	Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel
Commerce de détail de livres en magasin spécialisé	Autres activités de poste et de courrier
Commerce de détail de journaux et papeterie en magasin spécialisé	Hôtels et hébergement similaire
Commerce de détail d'enregistrements musicaux et vidéo en magasin spécialisé	Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

(Suite)

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Terrains de camping et parcs pour caravanes ou véhicules de loisirs	Administration d'immeubles et autres biens immobiliers
Autres hébergements	Supports juridiques de gestion de patrimoine immobilier
Cafétérias et autres libres-services	Activités vétérinaires
Débits de boissons	Location et location-bail d'articles de loisirs et de sport
Projection de films cinématographiques	Location de vidéocassettes et disques vidéo
Télécommunications filaires	Activités des agences de voyage
Télécommunications sans fil	Activités des voyagistes
Télécommunications par satellite	Autres services de réservation et activités connexes
Autres activités de télécommunication	Activités combinées de soutien lié aux bâtiments
Activités de banque centrale	Administration publique générale
Autres intermédiations monétaires	Administration publique (tutelle) de la santé, de la formation, de la culture et des services sociaux, autre que sécurité sociale
Fonds de placement et entités financières similaires	Administration publique (tutelle) des activités économiques
Crédit-bail	Affaires étrangères
Autre distribution de crédit	Défense
Autres activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	Justice
Assurance vie	Activités d'ordre public et de sécurité
Autres assurances	Services du feu et de secours
Réassurance	Activités générales de sécurité sociale
Caisses de retraite	Gestion des retraites complémentaires
Administration de marchés financiers	Distribution sociale de revenus
Courtage de valeurs mobilières et de marchandises	Enseignement pré-primaire
Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	Enseignement primaire
Autres activités auxiliaires de services financiers, hors assurance et caisses de retraite, n.c.a.	Enseignement secondaire général
Évaluation des risques et dommages	Enseignement secondaire technique ou professionnel
Activités des agents et courtiers d'assurances	Enseignement post-secondaire non supérieur
Autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite	Enseignement supérieur
Gestion de fonds	Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs
Activités des marchands de biens immobiliers	Enseignement culturel
Location de logements	Enseignement de la conduite
Agences immobilières	Formation continue d'adultes



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présenteielle décomposés par fonction

(Fin)

Secteur d'activité	Secteur d'activité
Autres enseignements	Activités de soutien au spectacle vivant
Activités hospitalières	Gestion de salles de spectacles
Activité des médecins généralistes	Gestion des bibliothèques et des archives
Activités de radiodiagnostic et de radiothérapie	Gestion des musées
Activités chirurgicales	Gestion des sites et monuments historiques et des attractions touristiques similaires
Autres activités des médecins spécialistes	Gestion des jardins botaniques et zoologiques et des réserves naturelles
Pratique dentaire	Organisation de jeux de hasard et d'argent
Ambulances	Gestion d'installations sportives
Laboratoires d'analyses médicales	Activités de clubs de sports
Centres de collecte et banques d'organes	Activités des centres de culture physique
Activités des infirmiers et des sages-femmes	Autres activités liées au sport
Activités des professionnels de la rééducation, de l'appareillage et des pédicures-podologues	Activités des parcs d'attractions et parcs à thèmes
Activités de santé humaine non classées ailleurs	Autres activités récréatives et de loisirs
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	Activités des organisations patronales et consulaires
Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	Activités des organisations professionnelles
Hébergement médicalisé pour adultes handicapés et autre hébergement médicalisé	Activités des syndicats de salariés
Hébergement social pour handicapés mentaux et malades mentaux	Activités des organisations religieuses
Hébergement social pour toxicomanes	Activités des organisations politiques
Hébergement social pour personnes âgées	Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire
Hébergement social pour handicapés physiques	Blanchisserie-teinturerie de gros
Hébergement social pour enfants en difficultés	Blanchisserie-teinturerie de détail
Hébergement social pour adultes et familles en difficultés et autre hébergement social	Coiffure
Aide à domicile	Soins de beauté
Accueil ou accompagnement sans hébergement d'adultes handicapés ou de personnes âgées	Services funéraires
Aide par le travail	Entretien corporel
Accueil de jeunes enfants	Autres services personnels n.c.a.
Accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants handicapés	Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique
Autre accueil ou accompagnement sans hébergement d'enfants et d'adolescents	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens pour usage propre
Action sociale sans hébergement n.c.a.	Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de services pour usage propre
Arts du spectacle vivant	Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee



Annexe 2 – Les secteurs de l'économie présentielle décomposés par fonction

Secteurs d'activité présentiels spécialisés dans la prestation de service de production

Secteur de production
Entretien et réparation de véhicules automobiles légers
Entretien et réparation d'autres véhicules automobiles
Réparation d'équipements de communication
Réparation de produits électroniques grand public
Réparation d'appareils électroménagers et d'équipements pour la maison et le jardin
Réparation de chaussures et d'articles en cuir
Réparation d'articles d'horlogerie et de bijouterie
Réparation d'autres biens personnels et domestiques

Source : Reclassification La Clé proactive et OPC d'après Insee

Olivier Portier
OPConseil

Péniche Joeta
26 Quai Georges Gorse
92 100 Boulogne Billancourt

TEL : 09 67 31 78 65 - MOB : 06 63 19 06 79

MAIL : olivier.portier@opconsultant.com

WEB : www.opconsultant.com



OPCONSEIL
ANALYSTE TERRITORIAL